

(N° 205)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1924.

Projet de loi concernant le déclassement de certains ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, de Liège et de Namur et la suppression des servitudes militaires dont étaient frappées les propriétés voisines de ces ouvrages ⁽¹⁾.

RAPPORT.

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. MARCK.

MESSIEURS,

C'est avec une très grande satisfaction que plusieurs communes importantes et de nombreux particuliers ont appris le dépôt du projet de loi indiqué ci-dessus.

Pour bien comprendre le contentement que cette proposition du Ministre de la Défense Nationale a produit — surtout dans l'agglomération anversoise — il suffit de jeter un coup d'œil sur « l'histoire » des servitudes militaires en Belgique — principalement sur la période qui s'étend de 1836 à nos jours — et d'examiner rapidement la situation dans laquelle les servitudes militaires placent, actuellement, les villes, dont elles frappent partiellement le territoire, et les propriétaires de biens grevés.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, le principe des servitudes militaires extérieures est formulé, dans notre pays, d'une manière nette et précise, dans les ordonnances émanées du pouvoir souverain. Jamais nos populations n'ont subi ces servitudes sans protester plus ou moins énergiquement.

Les « Placards de Flandre » (t. XIII, p. 1739) nous apprennent que la première ordonnance qui établit les servitudes militaires dans un rayon d'une certaine étendue est celle de Marie-Thérèse, en date du 6 mars 1771. M. V. Jacobs, dans son rapport fait au nom de la Section centrale (*Doc. parl.* de 1869-1870) décrit le régime des servitudes militaires en Belgique sous le Directoire exécutif. La loi des 8-10 juillet 1791, qui ne fut publiée que partiellement dans notre

(1) Projet de loi, n° 143.

(2) La Section centrale, présidée par M. PIRMEZ, était composée de MM. SAMYN, DE MONTPELLIER, ERNEST, MISSIAEN, PECHER et MARCK.

pays en vertu de l'arrêté pris le 7 pluviôse, an V, aggrava considérablement les prescriptions légales appliquées jusqu'alors en matière de servitudes. Cette loi, modifiée quelque peu, est restée la loi-type, la base de notre législation sur les servitudes militaires (*Pandectes belges*).

Un décret du 9 décembre 1811 aggrava encore la situation des propriétaires.

Un arrêté-loi du Prince-Souverain, en date du 4 février 1815, modifia en certains points essentiels la loi de 1791, notamment pour les distances à observer.

D'autres arrêtés du roi Guillaume remirent la loi française complètement en vigueur ou la renforcèrent.

Après la séparation de la Belgique et de la Hollande, la situation ne fut pas modifiée pendant de longues années.

En 1856, le Gouvernement fit certaines propositions qui avaient pour but de réduire, dans une certaine mesure la zone de certaines servitudes et d'autoriser les constructions à une certaine distance. La Chambre ajourna la discussion qui n'eut jamais lieu. (*Doc. parl.* 1869-1870, p. 286.)

Une lutte ardente, passionnée se déclenchait contre les servitudes militaires à l'occasion de l'agrandissement de l'enceinte d'Anvers (d'abord au nord, puis à l'est). Des protestations s'élevèrent de toutes parts. Dans certaines villes et communes de la province d'Anvers, il y eut des meetings et des manifestations populaires comme on n'en vit jamais jusqu'alors. Le Pays fut inondé de brochures exposant les conséquences des nouvelles charges militaires. Les pétitions affluèrent aux Chambres où de longs débats s'engagèrent surtout dans les sessions législatives de 1861-1862, 1862-1863, 1864-1865.

La loi du 26 mars 1870 vint donner satisfaction à quelques griefs mais elle n'apaisa pas la surexcitation.

Le 2 avril 1873 parut une nouvelle loi qui alloue des indemnités du chef de servitudes militaires. Cette loi ne reconnaît pas, en principe, que l'établissement d'une servitude militaire donne droit à une indemnité; elle revêt un caractère exceptionnel et constitue une faveur justifiée par des raisons d'équité (*Ann. parl.* 1872-1873, p. 90, 93 et suiv., p. 109, 124 et suiv.).

Mais le mouvement continua, moins ardent, il est vrai. Vint alors la loi du 19 août 1893 allouant une indemnité aux propriétaires d'immeubles grevés de servitudes par suite de l'érection de fortifications construites depuis la loi de 1873.

La loi du 30 mars 1906 prescrit le démantèlement d'Anvers. Ce travail devait être achevé le 31 décembre 1910. L'enceinte subsiste toujours! La loi du 18 août 1907 contenant le Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1907 supprime les servitudes du fort 8 et les servitudes qui grèvent les propriétés immobilières situées autour du fort de Merxem et des forts 4 à 7 et qui trouvent à l'intérieur de la seconde ligne de défense. Les propriétés situées à l'extérieur de cette ligne restent grevées.

M. le Ministre de la Défense Nationale nous apprend que, depuis l'armistice, de nombreuses requêtes ont été adressées à son Département en vue d'obtenir la suppression des servitudes militaires grevant les propriétés qui avoisinent les ouvrages de défense du Pays. Et il ajoute que la plupart de ces requêtes étaient appuyées par des membres de la Législature qui insistaient vivement pour qu'une solution pût intervenir à bref délai.

* * *

Plusieurs communes importantes, situées dans les positions fortifiées et que l'on remarque immédiatement en regardant la carte de notre « réseau » défensif, doivent être développées d'urgence. Leur développement comporte : la construction de nombreuses maisons d'habitation, de plusieurs usines, fabriques et magasins, bref, l'organisation de tout un quartier nouveau relié au centre de l'agglomération laquelle doit être reliée à son tour aux villes et communes environnantes par des voies de communication directes, larges, faciles.

Qui ne voit que l'existence de certains ouvrages de défense autour de ces localités et le maintien des servitudes militaires dont la zone est généralement très étendue arrêtent radicalement ou tout au moins entravent très sérieusement l'exécution de ce travail indispensable et urgent ?

* * *

Des propriétaires de biens grevés ont vu, au début de la guerre, démolir, par les troupes belges, tout leur avoir immobilier. Cette démolition, conséquence des servitudes militaires, fut, dans plusieurs cas, absolument inutile parce que, peut-être contrairement à certaines prévisions, l'ouvrage au profit duquel elle avait été faite, ne joua aucun rôle au cours des hostilités. Et ces sinistrés se plaignent de tout cela, mais aussi de l'insuffisance des indemnités qui leur furent allouées et surtout du fait qu'après l'armistice ils ont encore été contraints de construire leur maison ou leur ferme dans des conditions très désavantageuses mais imposées par les autorités militaires. Car leurs biens sont restés assujettis à une réglementation sévère et subissent aussi de ce chef une dépréciation qui devient de plus en plus considérable.

A toutes les requêtes qui lui furent adressées, le Département de la Guerre — ou le Département de la Défense Nationale — a toujours donné la réponse suivante : « La suppression des servitudes militaires ne peut être envisagée aussi longtemps que l'ouvrage auquel elles s'appliquent joue encore un rôle dans la défense du Pays. »

En principe, cette règle est fondée, mais dans son application on aurait dû — et nous espérons qu'à l'avenir on le voudra bien — tenir compte de ce que les servitudes militaires furent établies à une époque où la guerre n'était pas ce qu'elle est devenue après et ce qu'elle a été en 1914. Des membres de la Section centrale ont exprimé le désir de voir soumettre à une revision complète notre législation en matière de servitudes militaires qui est surannée.

* * *

Mais nous voici en présence d'un avis du Conseil de la Défense Nationale (composé de techniciens militaires responsables) sur l'utilité de certains ouvrages de la position fortifiée d'Anvers.

Cet avis est le premier résultat de l'étude d'un nouveau système défensif du Pays et imposé par les leçons de la guerre.

Il n'étonnera d'ailleurs pas ceux qui connaissent la situation de ces ouvrages et qui ont pu juger du rôle joué par ceux-ci en octobre 1914.

. . .

De l'avis du Conseil de la Défense Nationale, les ouvrages indiqués ci-après n'auront plus aucun rôle à jouer :

1° Les ouvrages composant la deuxième ligne de défense sur la rive droite de l'Escaut ;

2° Les ouvrages composant la première ligne et la deuxième ligne de défense sur la rive gauche de l'Escaut, à l'exception du fort Sainte-Marie.

Voici la nomenclature de ces ouvrages :

Sur la rive droite de l'Escaut :

Le fort Saint-Philippe, la batterie de Wilmarsdonck, le fortin d'Oorderen, la partie de la deuxième ligne nord allant de ce fortin à Eeckeren, le fort de Merxem, les forts 1 à 7, les redoutes 1 à 18 (allant du fort 2 à l'Escaut).

Sur la rive gauche de l'Escaut :

Le fort La Perle, le fort de Zwndrecht, le fort de Cruybeke, le fort de Haasdonck, la redoute de Landsmolen, la redoute de Lauwershoek, le fort de Steendorp.

. . .

Le Conseil de la Défense Nationale ne s'est pas encore prononcé sur les autres ouvrages d'Anvers ni sur les ouvrages des positions fortifiées de Liège et de Namur. Il est estimé que, dans l'état actuel de la question, il serait prématuré de décider quels sont ceux qui pourraient être déclassés.

Quant au fort de Sainte-Marie, la décision le concernant doit être soumise incessamment au Conseil de la Défense Nationale.

Un membre de la Section centrale aurait voulu obtenir des renseignements sur les bases du nouveau système défensif. L'état des travaux d'études ne permet pas encore de répondre à cette question qui ne doit pas d'ailleurs être discutée en même temps que le projet de loi faisant l'objet du présent rapport.

Nous accédons cependant volontiers au désir de ce membre en demandant aux autorités compétentes de tenir compte dans l'établissement d'un plan nouveau, des inconvénients graves qu'à présenté le système ancien, pour certaines de nos villes et de ses communes.

. . .

Faut-il attendre que la question de défense soit mise au point pour l'ensemble du pays, pour déclasser les ouvrages jugés inutiles et supprimer les servitudes qui les protègent?

L'avis du Conseil de la Défense Nationale étant définitif, il n'y a pas lieu, à notre avis, de maintenir des charges militaires dont nous avons exposé plus haut les inconvénients graves et nous nous rallions donc à la proposition de M. le Ministre de la Défense Nationale.

* *

Ne confondons pas « déclassement » avec « démolition ». Les ouvrages déclassés « peuvent » être démolis par l'État, mais ne le seront pas encore parce qu'ils devront être utilisés pour le casernement et pour l'emmagasinage de matériel de l'armée.

* *

Le Ministre de la Défense Nationale, en réponse à une question de la Section centrale et concernant la place de Diest nous a fait parvenir la réponse suivante : « La place de Diest est déclassée depuis de nombreuses années; seule l'ancienne citadelle avait été maintenue pour servir comme fort d'arrêt, mais elle a été déclassée par la loi du 20 avril 1906. Le projet de loi dont vous poursuivez l'examen n'avait donc pas à viser ces anciennes fortifications ».

* *

A la demande d'un membre de la Section centrale, nous avons demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale de bien vouloir déterminer les propriétés dont question dans l'article 2 du projet, *in fine*.

Voici la réponse qui nous a été donnée : « Les propriétés à dégrever en arrière de la digue défensive, dans la zone du fort Sainte-Marie, sont comprises entre la digue susdite, la limite du terrain militaire du fort et l'Escaut. Le restant de la zone des servitudes est maintenu autour du fort de Sainte-Marie. »

* *

L'article 4 du projet permet le déclassement, par arrêté royal, des « autres ouvrages de la position d'Anvers et des ouvrages des positions fortifiées de Liège et de Namur, jugées inutiles pour la défense du pays ».

La Section centrale se rallie à cette proposition, parce qu'elle estime, avec le Ministre, que les Chambres ne doivent plus être saisies, pour le déclassement des dits ouvrages, d'un nouveau projet de loi dont l'objet peut être considéré comme admis par le vote du projet actuel. Cette proposition permet d'ailleurs un déclassement plus rapide et ne touche pas, telle qu'elle est présentée, aux prérogatives des Chambres.

* *

Liège et Namur et les localités prises par la première ligne de défense d'Anvers ne seront pas encore déchargées des servitudes militaires après le vote

de ce projet de loi que nous vous demandons d'approuver tel qu'il est. Il leur est cependant permis d'espérer que, dans un avenir peu éloigné, si pas tous, du moins certains ouvrages situés sur leur territoire seront déclassés par arrêté royal. En attendant notre métropole commerciale et son agglomération pourront se développer conformément au superbe plan tracé depuis des années. C'est là un événement dont il faut se réjouir parce que, à notre avis, tout le Pays est appelé à en profiter.

Le Rapporteur,

H. MARCK.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

(N^o 205)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 APRIL 1924.

Wetsontwerp betreffende de deklasseering van sommige verdediginswerken der versterkte stellingen Antwerpen, Luik en Namen, en betreffende de afshaffing van de krijgsdienstbaarheden waarmede de eigendommen rond deze werken bezwaard waren ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MARCK.

MIJNE HEEREN,

Met ware voldoening hebben tal van aanzienlijke gemeenten vernomen dat het bijgaande wetsontwerp werd neergelegd.

Om wel de tevredenheid te begripen, welke het voorstel van den Minister van Landsverdediging, vooral in de Antwerpsche agglomeratie, heeft verwekt, volstaat het een oogopslag te werpen op de « geschiedenis » der krijgsdienstbaarheden in België — en wel hoofdzakelijk op het tijdsverloop vanaf 1856 tot heden ten dage — en een snel onderzoek te wijden aan den toestand waarin thans wegens de krijgsdienstbaarheden, de steden verkeerren, waarvan het grondgebied gedeeltelijk door deze dienstbaarheden wordt getroffen alsmede de eigenaars wier goederen erdoor worden bezwaard.

Sedert het einde der XVIII^e eeuw is het beginsel der uitwendige krijgsdienstbaarheden, in ons land, op klare en duidelijke wijze uiteengezet in de ordonnanciën uitgaande van den Soeverein. Nooit heeft ons volk deze dienstbaarheden verdragen zonder minder of meer krachtadig verzet aan te teekenen.

Uit de « Plakkaten van Vlaanderen » (Boek XIII, bl. 1739) blijkt, dat de eerste ordonnancie, waardoor de krijgsdienstbaarheden binnen eene bepaalde uitgestrektheid worden omschreven, uitgaat van Maria-Theresia, d.d. 6 Maart 1771.

(1) Wetsontwerp, n^o 143

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer PIRMEZ, bestond uit de heeren SAMYN, DE MONTPELLIER, ERNEST, MISSIAEN, PECHER en MARCK.

In zijn verslag, namens de Middenafdeeling uitgebracht (*Gedrukte Kamerstukken van 1869-1870*), beschrijft de heer Victor Jacobs de regeling der krijgsvrijwilligheden in België onder het uitvoerend Directoire. Door de wet van 8-10 Juli 1791, die slechts gedeeltelijk in ons land werd afgekondigd luidens het besluit van 7 Pluiose, jaar V, werden de wettelijke bepalingen, tot dan toe in zake dienstbaarheden toegepast, merkelijk verzwaaard. Op enkele wijzigingen na, is de wet de type-wet gebleven die tot grondslag ligt aan onze wetgeving op de krijgsvrijwilligheden (*Pandectes belges*).

De toestand der eigenaars werd nog verzwaaard door een decreet van 9 December 1811.

Door een besluit-wet van den Prins-Soeverein, d. d. 4 Februari 1815, werd de wet van 1791 in sommige hoofdpunten, inzonderheid wat den toegelaten afstand betreft, gewijzigd.

Andere besluiten van Koning Willem brachten de Fransche wet terug volkomen in werking of verzwaaarden ze nog.

Na de scheiding van België met Holland bleef de toestand lange jaren door onveranderd.

In 1856 deed de Regeering sommige voorstellen om het gebied van sommige dienstbaarheden te beperken en het bouwen op zekeren afstand toe te laten. De Kamer verdaagde de behandeling die nooit plaats vond. (*Gedr. Kamerst.*, 1869-1870, bl. 286.)

Een hevige strijd werd tegen de krijgsvrijwilligheden aangebonden naar aanleiding van de uitbreiding van Antwerpens gordel (vooreerst ten Noorden, daarna ten Oosten). Te allen kant ging verzet op. In sommige steden en gemeenten der provincie Antwerpen, hadden volksmeetings en -betoogingen plaats, zooals men er tot dan toe nog nooit te zien kreeg. Vlugschriften werden heel het land door rondgestrooid om de gevolgen der nieuwe krijgslasten uit te leggen. Verzoekschriften kwamen in de Kamers toe bij de vleet, waar lange debatten over de zaak werden gehouden vooral tijdens de zittingsjaren 1861-1862, 1862-1863, 1864-1865.

De wet van 26 Maart 1870 bracht wat bevrediging in sommige grieven, doch de ophitsing werd niet gestild.

Den 2ⁿ April 1873 verscheen eene nieuwe wet waardoor schadevergoeding werd verleend wegens krijgsvrijwilligheid. In begin huldigt deze wet het recht niet op schadevergoeding wegens krijgsvrijwilligheid; zij is van uitzonderlijken aard en verleent eene gunst die steunt op redenen van billijkheid (*Handelingen der Kamer 1872-1873*, bl. 90, 93 en volg., bl. 109, 124 en volgende).

De strooming ging echter haren gang, weliswaar minder geweldig. Toen kwam de wet van 19 Augustus 1893 waardoor eene vergoeding wordt verleend aan eigenaars van onroerende goederen, met dienstbaarheden bezwaard naar aanleiding van sedert de wet van 1873 opgerichte versterkingen.

De wet van 30 Maart 1906 besluit tot de ontmanteling van Antwerpen. Dit werk moest op 31 December 1910 voltrokken zijn. De gordel bestaat nog immer! Bij de wet van 18 Augustus 1907 over de Begroeting van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1907 worden de dienstbaarheden afgeschaft van Fort 8,

alsmede de dienstbaarheden welke de onroerende goederen bezwaren die gelegen zijn rondom het Fort van Merxem en rond de Forten 1 tot 7 en binnen de tweede verdedigingslinie liggen. De eigendommen buiten deze linie gelegen, blijven bezwaard.

Wij vernemen van den Minister van Landsverdediging dat, sedert den wapenstilstand, tal van verzoekschriften tot zijn Departement werden gericht tot de afschaffing van de krijgsdienstbaarheden welke de eigendommen rondom 's Lands verdedigingswerken bezwaren. De Minister voegt eraan toe, dat meestal deze verzoekschriften door Parlementsleden krachtig werden gesteund tot spoedige oplossing van het vraagstuk.

Talrijke groote gemeenten, in de versterkte stellingen gelegen, — en die u bij een blik op de kaart van onze « defensieve gordel » onmiddellijk opvallen, — moeten zich zonder verwijl kunnen uitbreiden. Deze uitbreiding omvat : het bouwen van talrijke woningen, van een groot getal werkhuizen, fabrieken en magazijnen, kortom, het aanleggen van een gansche nieuwe wijk, verbonden met het centrum van de agglomeratie, die harerzijds moet verbonden worden met de omliggende steden en gemeenten door rechtstreeksche, breede en gemakkelijke verkeerswegen.

Wie ziet niet in dat het bestaan van sommige verdedigingswerken rond deze gemeenten, en het behoud van de krijgsdienstbaarheden, die zich over het algemeen ver uitstrekken, de uitvoering van deze onmisbare en dringende werken heel en al beletten, of ten minste toch zeer ernstig belemmeren?

. . .

Al de gebouwde eigendommen van sommige eigenaars dier bezwaarde goederen werden in het begin van den oorlog door de Belgische troepen afgebroken. Dit was het gevolg van de krijgsdienstbaarheden, en dit afbreken had in vele gevallen niet het minste nut, daar het verdedigingswerk, voor hetwelk het uitgevoerd werd, in tegenstelling met wat sommigen hadden voorzien geen rol speelde in den loop der krijgsverrichtingen. En niet alleen daarover klagen deze geteisterden, maar ook over de ontoereikende schadeloosstelling die hun werd uitgekeerd, en vooral over het feit dat zij na den wapenstilstand nog werden gedwongen hun huis of hoeve herop te bouwen in zeer ongunstige voorwaarden die hun werden opgelegd door de militaire overheden. Want hunne eigendommen blijven onderworpen aan strenge reglementen, en verliezen daardoor steeds meer en meer van hunne waarde.

Het Departement van Oorlog — of het Departement van Landsverdediging — gaf op al de verzoeken die het dienaangaande ontving steeds hetzelfde antwoord : « Het opheffen van de krijgsdienstbaarheden kan niet in aanmerking worden genomen zoolang het werk, waarop zij gevestigd zijn, nog een rol speelt in de verdediging van het land. »

In heginsel is deze regel gegrond, maar bij de toepassing had men moeten rekening houden, en wij hopen dat dit in de toekomst zal geschieden, met het feit dat de krijgsdienstbaarheden werden gevestigd in een tijdstip toen de oorlog

niet was wat hij later geworden is, en wat hij was in 1914. Eenige leden van de Middenafdeeling hebben den wensch uitgedrukt dat onze zoo verouderde wetgeving in zake krijgsdienstbaarheden aan een ernstige herziening zou onderworpen worden.

* *

Maar hier staan wij nu tegenover een advies van den Raad der Landsverdediging, bestaande uit verantwoordelijke militaire deskundigen, over het nut van sommige werken der versterkte stelling Antwerpen.

Dit advies is de eerste uitslag van de studie over een nieuw verdedigingstelsel, dat de lessen van den oorlog ons hebben opgelegd.

Ten andere, degenen die den toestand van die werken kennen en weten welke rol zij hebben gespeeld in 1914 zullen daarover niet verwonderd zijn.

* *

Naar het oordeel van den Raad der Landsverdediging zullen navermelde werken geen rol meer te spelen hebben :

1^o De werken die de tweede verdedigingslinie vormen op den rechteroever van de Schelde;

2^o De werken die de eerste en de tweede verdedigingslinie vormen op den linkeroever van de Schelde, met uitzondering van het fort Sint-Maria.

Ziehier de nadere opsomming van deze werken :

Op den rechteroever van de Schelde :

Het fort Sint-Philippus, de batterij van Wilmarsdonck, het fortje van Oorderen, het gedoelte van de tweede linie ten Noorden gaande van dit fortje tot Eekeren, het fort van Merxem, de forten 1 tot 7, de redoutes 1 tot 18 (van fort 2 tot aan de Schelde).

Op den linkeroever van de Schelde :

Het fort De Parel, het fort van Zwijndrecht, het fort van Cruybeke, het fort van Haasdonk, de redoute van Landsmolen, de redoute van Lauwershoek, het fort van Steendorp.

* *

Over de andere werken van Antwerpen en over deze van de verstrekte stellingen van Luik en van Namen, heeft de Raad van Landsverdediging nog geen aanspraak gedaan. Hij is van meening dat, zooals de toestand nu is, het voorbarig zou zijn te beslissen welke werken zouden kunnen gedeklasseerd worden.

Wat het fort Sint-Maria betreft, de Raad voor Landsverdediging moet eerlang hierover uitspraak doen.

Een lid van de Middenafdeeling drukte den wensch uit ingelicht te worden over de nieuwe grondslagen van het verdedigingstelsel. De plannen zijn nog

niet voldoende ingestudeerd opdat men op die vraag antwoord geven kan; zij moet overigens niet terzelfdertijd besproken worden als het wetsontwerp waarover hierbij verslag wordt uitgebracht.

Wij steunen echter gaarne den wensch van dit medelid om aan de bevoegde overheidspersonen te vragen bij het opmaken van een nieuw plan rekening te houden met de ernstige bezwaren die het oude stelsel voor sommige onzer steden en gemeenten heeft opgeleverd.

* * *

Moet men wachten tot het vraagstuk der verdediging voor het geheele land klaar is om de werken, die nutteloos zijn gebleken, te deklasseeren en de krijgsvriendschappen die ze beschermen af te schaffen?

Vermits het advies van den Raad voor Landsverdediging afdoende is, bestaat er, onzes dunkens, geene reden om krijgslasten te handhaven, waarvan wij hooger de erge bezwaren hebben uitcegezet; en wij sluiten ons dus aan bij het voorstel van den Minister van Landsverdediging.

* * *

Laten wij « deklasseeren » niet verwarren met « afbreken ». De gedeklasseerde verdedigingswerken « mogen » door den Staat afgebroken worden; doch dit zal vooralsnu nog het geval niet zijn, vermits zij zullen moeten benuttigd worden voor de kazerneering en voor het bergen van legermateriaal.

* * *

Op eene vraag van de Middenafdeeling betreffende de versterking Diest, heeft de Minister van Landsverdediging ons het volgende antwoord verstrekt : « De versterking Diest is sedert tal van jaren gedeklasseerd; alleen de oude citadel werd behouden als vooruitgeschoven fort, doch werd door de wet van 20 April 1906 gedeklasseerd. Het wetsontwerp dat aan uw onderzoek is onderworpen, heeft zich dus om deze oude versterkingen niet te bekommeren. »

Op verzoek van een lid der Middenafdeeling, hebben wij den Minister van Landsverdediging gevraagd, de eigendommen, waarvan spraak *in fine* van artikel 2 van het ontwerp, te willen omschrijven.

Het antwoord luidde : « De te ontlasten eigendommen achter de verdedigingsdijk, binnen het gebied van het fort Sainte-Marie, zijn gelegen tusschen hooger gemelden dijk, de grens van het militair terrein van het fort en de Schelde. Het overige van het gebied der dienstbaarheden blijft rondom het fort van Sint-Maria behouden. »

* * *

Artikel 4 van het ontwerp geeft machtiging tot het deklasseeren van « de overige werken der versterkte stelling Antwerpen, en die der versterkte stellingen Luik en Namen, voor s' Lands verdediging onnoodig geacht. »

De Middenafdeeling sluit zich bij dit voorstel aan, omdat zij met den Minister van gevoelen is, dat, tot deklasseering der gemelde werken, bij de Kamers geen nieuw wetsvoorstel moet worden ingediend, daar de quæstie door de goedkeuring van het onderhavig wetsontwerp als afgedaan kan worden aanschouwd. Krachtens het voorstel kan overigens de deklasseering sneller gebeuren en zooals het wordt ingediend, maakt het geen inbreuk op de voorrechten der Kamers.

*
* *

Luik, Namen alsmede de plaatsen gelegen in het gebied der eerste verdedigingslinie van Antwerpen zullen, na de aanneming van dit wetsontwerp waarover wij uwe goedkeuring vragen zooals het wordt voorgesteld, nog niet ontlast zijn van de krijgsmidelen. Echter wordt hun de hoop gelaten dat zij, binnen afzienbaren tijd, zooniet alle dan toch sommige werken van hun grondgebied zullen gedeklasseerd worden bij Koninklijk besluit. In afwachting kunnen onze handelsmetropool en dezer agglomeratie hunnen ontwikkelingsgaan nemen overeenkomstig het prachtig plan dat sinds jaren gereed ligt. Dergelijke gebeurtenis stemt tot vreugde, omdat, naar onze meening, gansch het land er voordeel bij halen moet.

De Verslaggever,
H. MARCK.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
